

A TRAVERS LIVRES ET REVUES

MGR ANDRE PERRAUDIN “UN ÉVÊQUE AU RWANDA” Editions Saint – Augustin; 2003,443 pages.

Mgr Perraudin, né le 7 octobre 1913, est décédé en Suisse le 25 octobre 2003, quelques jours à peine après la publication de son livre portant sur les événements qui ont secoué le Rwanda dans les années 1957-1963, événements au cours desquels ce prélat avait joué un rôle important. J'avais terminé le projet de cet article portant recension de ce livre, lorsque j'ai appris la disparition inopinée de cet évêque. J'ai alors suspendu momentanément la publication de l'article que je reprends aujourd'hui avec quelques modifications sur la forme et non sur le fond. C'est d'autant plus urgent que ce livre commence à servir de référence. Dernièrement, un certain Bakunda Icyicaro, un négationniste s'il en est, l'a cité plus de 30 fois dans son indigeste ouvrage intitulé : « Rwanda, L'Enfer des Règles Implicites ». L'Harmattan, 2006.

Le livre de Mgr Perraudin n'est pas une autobiographie, mais plutôt un témoignage d'une époque .Il est aussi une auto-justification et surtout une autodéfense personnelle. En effet, ce dignitaire se bat, se débat et se défend pour faire accepter ses idées et ses prises de positions vis- à – vis des événements de la susdite époque. Il utilise alors tous les artifices du genre : arguments vrais, diversions, sophismes, coups bas et même quelques gros mots bien administrés à l'endroit de ses détracteurs. Tout y passe, y compris l'esquive et la prise à témoin de ses propres « complices ». Et l'évêque se révèle plus malin qu'on ne pensait, mais pas convaincant du tout. Je vais mettre en exergue quelques unes de ses idées erronées et donc inacceptables. Mon analyse se limitera au seul aspect sociopolitique. Je dirai aussi, à la fin, un mot sur le personnage lui-même, dont j'ai suivi, de loin il est vrai, le trajectoire depuis 1957 jusqu' à sa mort.

DU LIVRE

Le livre, de 443 pages, se compose de deux parties : la première, principale, s'arrête à la page 327. L'auteur y passe en revue l'essentiel des événements politiques et religieux de 1956 à 1962. Cette chronologie est appelée « *éphémérides* ». Mais tout au début du livre, Mgr Perraudin déborde cette période et rappelle aussi son cheminement d'avant son arrivée au Rwanda (qu'il appelle « petit Rwanda » ou « minuscule pays », pp.7 et 15 ; alors que, par opposition, il dit qu'il est né dans « la grande Vallée »). Son enfance d'enfant paysan et berger, ses études, sa vie au séminaire, son ordination sacerdotale, sa nomination comme vicaire au Burundi et enfin son passage comme professeur d'abord, et comme recteur ensuite au Grand Séminaire de Nyakibanda. Il rappelle aussi, in memoriam, ses prédécesseurs évêques au Rwanda, quelques missionnaires pionniers et les premiers prêtres du clergé rwandais.

On apprend que c'est au Grand Séminaire de Nyakibanda que cet évêque est entré, pour la première fois, en contact direct avec les réalités rwandaises. Mais il ne se posait pas encore à cette époque, « *le problème ethnique* » (p.16). Il était loin, dit-il, « *de se douter alors des problèmes profonds et même existentiels, qui couvaient sous les apparences assez exceptionnelles.* » (p.17). C'est à Nyakibanda qu'il aurait commencé à s'intéresser aux problèmes rwandais. Il avoue d'ailleurs avoir été largement influencé et impressionné par les cours et les travaux du Père Jan Adriaensens sur le problème hutu-tutsi. Mgr. Perraudin écrit : « *Les constatations de ce Prêtre en matière d'inégalités sociales érigées en système ont contribué beaucoup à mes prises de positions telles qu'elles sont apparues dans ma lettre pastorale du 11 Février 1959, sur la charité* » (p.18). C'était parti. Le reste ira de soi. Et depuis lors, Mgr Perraudin sera l'homme du parti pris en faveur du Parmehutu.

C'est dans cette première partie du livre que Mgr Perraudin montre son point de vue et sa position vis-à-vis des problèmes et événements qu'a connus le Rwanda : le problème « *ethnique* », l'émergence du « *Mouvement social Hutu* » ; « *La Révolution de 1959* », les massacres successifs des tutsi, le « *coup d'Etat* » de Gitarama , l'attaque des Inyenzi, la guerre des Inkotanyi et même le génocide des tutsi de 1994.

Pour la période antérieure à 1990-1994, l'auteur se réfère souvent à ses lettres pastorales, à ses circulaires, à ses articles dans « *Trait d'union* », aux articles de journaux et autres écrits de ses auteurs préférés qui sont tous, comme lui, partisans du Parmehutu, tels les Donat Murego, Guy Logiest, J.Paul Harroy, Baudouin Paternostre de la Mairie, Abbé Justin Kalibwami et bien d'autres. Il rappelle parfois le point de vue de Mgr Bigirumwami et se réfère aux documents pastoraux écrits de commun accord. C'est à travers ses nombreuses prises de position qu'on découvre le vrai visage de Mgr Perraudin. L'évêque se montre alors tel qu'il est, sans fard ni artifice. Malheureusement, le personnage apparaît peu reluisant. Politiquement parlant du moins.

Par exemple, Mgr Perraudin adhère aux clichés et stéréotypes à caractère raciste de la période coloniale, il est favorable au maintien de la mention ethnique sur la carte d'identité, il soutient l'équilibre ethnique, et pour la période récente, il parle du « double génocide au Rwanda ». Il attribue aux Inyenzi la responsabilité des massacres des tutsi de 1963-1964, et aux Inkotanyi celle du génocide de 1994. Tel est Mgr Perraudin : mille aberrations traversent son livre. Il est resté tel qu'il était en 1959, immuable et ancré dans ses certitudes et jugements à l'emporte pièce. Ni le temps ne lui a ouvert les yeux, ni son éloignement du Rwanda ne l'a rendu ni plus critique ni plus clairvoyant.

La deuxième partie du livre est faite de six annexes qui s'étalent sur une centaine de pages. Ce sont de vieux documents, écrits dans les années 59-64, que l'auteur met pour la première fois à la disposition du public. Ils constituent l'essentiel de son autodéfense. On y trouve entre autres, un article de l'Abbé Stanislas Bushayija intitulé « *Aux origines du problème bahutu au Rwanda* » ; la déclaration de Mgr Perraudin à l'O.N.U., le premier mars 1960 ; la pétition de l'Abbé J.B. Gahamanyi au Conseil de la tutelle de l'O.N.U., le 22 Avril 1960 ; les « *Notes sur les événements du Rwanda* » par Michel Kayihura et J.Bosco Kayonga ; la conférence de presse de Mgr Perraudin à Berne devant les journalistes de l'Assemblée Nationale, le premier juin 1964. Ces documents sont assez intéressants : ils n'étaient pas connus du public et, maintenant, ils deviennent exploitables.

DE LA LETTRE DE CAREME DU 11 Février 1994

Le livre de Mgr Perraudin tourne au tour de cette fameuse lettre dont l'auteur a compris l'importance après coup. Mais cette importance est indéniable. L'auteur dit lui-même de cette lettre « *qu'elle constitue (son) intervention principale dans l'histoire récente du Rwanda* ». Elle a contribué, dit-il, « *à ébranler le colosse féodo-monarchique* » (sic) (p.185). Il ajoute : « *c'est ma lettre fondamentale, la charte de mon épiscopat* » (p.187). Cette lettre a donc une portée historique, c'est du moins l'avis de l'auteur, mais il est loin d'être le seul. Ce fut l'avis aussi de ses détracteurs. Mgr Perraudin ne semble pas avoir compris pourquoi cette lettre a suscité et suscite probablement encore aujourd'hui des réactions hostiles. C'est pourtant facile à comprendre. Je vais le rappeler brièvement.

Au moment très critique de notre histoire, ce prince de l'Eglise a usé de son influence, de sa position privilégiée et de son autorité morale pour guider l'opinion de ses ouïes d'abord, et de beaucoup d'autres rwandais et étrangers, ensuite. Pour tout homme moyen, très influençable, cette lettre a montré la voie à suivre. Pendant ces années cruciales, la lettre pastorale a constitué le

principal guide d'opinion devant un public désespéré. Elle a été lancée et propagée au moment où le milieu politique rwandais était très chaud, voire bouillonnant, sinon incandescent. Dans de telles circonstances exceptionnelles, des idées normalement ordinaires, connaissent une grande conductivité. La lettre semblait jeter de l'huile sur le feu. Elle fut donc considérée comme un véritable détonateur.

Le groupe du Parmehutu pour lequel cette lettre prenait parti, car elle en reprenait et en amplifiait les idées, ne s'empêcha pas de l'utiliser pour asseoir sa légitimité. Et à partir de ce moment, l'auteur de la lettre fut mis, par les opposants au Parmehutu, dans le même sac que tous les partisans du Parmehutu rwandais et étrangers. Il faut dire, en plus, qu'en prenant ouvertement parti en faveur du Parmehutu, Mgr décevait le pouvoir autochtone dirigeant : le Roi Rudahigwa et son entourage avaient été favorables à sa nomination comme évêque.

Provenant d'un pays supposé neutre, la Suisse, il avait été considéré par ces mêmes dirigeants comme pouvant être au dessus des querelles belgo-autorité tutsi qui couvaient. Car le pouvoir belge soutenait le groupe du mouvement social hutu naissant auquel, s'opposait le pouvoir monarchique rwandais. En se rangeant derrière ce mouvement social hutu, et donc derrière aussi le pouvoir belge, Mgr Perraudin trahissait l'espoir mis en lui par l'autorité indigène. Cette dernière ne le lui pardonna jamais. Pourquoi s'étonnerait-il alors d'être contesté et même détesté par les tenants de cet ordre plusieurs fois centenaire ? Surtout qu'en tombant, ce soi-disant « *colosse* » a entraîné dans sa chute des milliers de victimes innocentes. N'est-il pas responsable en quelque sorte de l'immense souffrance qu'ont endurée ces victimes ? En tout cas, il a été considéré comme tel par ces mêmes victimes.

DU HEROS OU DE L'ANTI-HEROS ?

Il est fort possible que Mgr Perraudin, en écrivant sa lettre ait eu de bonnes intentions : combattre l'injustice réelle que le système colonial dominant imposait à la masse du peuple en général, et aux hutu en particulier. Malheureusement, par un de ces paradoxes de l'histoire, la juste lutte contre cette injustice fut à son tour à la base de l'injustice à l'égard des Tutsi. La haine de l'injustice dénoncée par la dite lettre sembla légitimer, à son tour, le racisme anti-tutsi. L'aversion de l'arbitraire et de l'exclusion donna naissance à un régime politique qui institutionnalisa ces mêmes antivaleurs. La soi-disant « *Révolution* » s'éloigna très vite de son objectif premier : la libération des opprimés, et se fourvoya dans un ethnisme primaire érigé en un programme de gouvernement. Elle devint progressivement monstrueuse et hideuse, dévoreuse de ses propres

enfants : 1959, 1961-1963, 1966, 1972-1973 et 1994. Mgr Perraudin vit grandir le monstre et ne fit rien pour s'en écarter, voire s'en dissocier.

C'est en cela d'ailleurs qu'il apparaît comme un anti-héros : vouloir défendre l'opprimé tout en s'alliant, contre toute attente, à un système oppresseur lui-même. Il n'a pas dénoncé cette dérive, même s'il lui est arrivé d'écrire des lettres pour faire appel au calme ou dénoncer incendies et autres massacres. Toutes ses lettres ultérieures firent toujours éclipsées par les effets de sa lettre du 11 février 1959, parce qu'elles semblaient provenir d'un pompier pyromane.

Tous les hommes politiques le savent : un mot, une phrase, un discours etc., peuvent marquer, pour de bon, la carrière de toute une vie. Ce fut le cas de Mgr Perraudin avec sa fameuse lettre sur la charité. Il fut d'ailleurs conséquent : trente ans durant, il ne se démarqua jamais du Parti Parmehutu. Il ne s'opposa, ni à son idéologie, ni au mal qu'il commettait. Au contraire, il fit tout son possible pour justifier, minimiser et même nier les massacres perpétrés par ce Parti fasciste. Tout cela au nom de la thèse comme quoi le racisme peut devenir la base d'un pouvoir légitime. Jamais.

DES CONTREVERITES ERIGESSES EN NEGATIONNISME

En 1963-1964, les terroristes Inyenzi, venant du dehors, attaquent le Rwanda. Le gouvernement massacre plusieurs milliers de tutsi restés à l'intérieur du pays, sous prétexte qu'ils seraient « *complices* » des assaillants. Mgr Perraudin épouse gratuitement cette thèse officielle. Voici ce qu'il écrit : « *Fin Décembre 1963, vastes attaques terroristes en direction de la capitale Kigali et, dans le Nord, campagne des faux bruits. Tension extrême dans le pays. Les hutu, se rendant compte qu'ils ont frôlé le danger de retomber dans le régime féodal et ensuite, que parmi les tutsi qui vivaient avec eux, un certain nombre était complice, la fureur populaire se déchaîne* », (p.433). Il y a ici une contre-vérité : les hutus n'ont frôlé aucun danger. L'attaque des Inyenzi a été stoppé en une demi-journée. Les massacres ont d'ailleurs eu lieu après que ces Inyenzi aient été repoussés hors du pays. Par contre, les listes de ceux qui devaient être arrêtés, et certains massacrés, avaient été pré-établies avant l'attaque. Quant à la soi-disant complicité, il n'y a jamais eu de preuves, pas une seule fois.

Le gouvernement a publié un **Livre Blanc** à ce sujet, mais il n'a donné aucune preuve de complicité. En réalité il a pris l'attaque comme un prétexte pour se débarrasser définitivement de l'opposition et de tous les tutsi qu'il voulait éliminer, qu'ils soient dans l'opposition ou non. Il n'y a pas eu non plus de « *fureur populaire* ». Rien n'a été spontané : des officiels, y compris des

ministres, avaient été dépêchés dans différentes préfectures pour appuyer les autorités locales dans l'établissement des listes et l'arrestation des Tutsi. « **La fureur populaire** » est une invention pure et simple. L'auteur lui-même parle d'ailleurs plus loin de « *réaction officielle et populaire qui ne se fit pas attendre : arrestation d'un certain nombre de personnalités tutsis dans plusieurs préfectures du pays, des jugements sommaires et des exécutions capitales, mais dit-il, tout cela à l'africaine, sans tout le cérémonial judiciaire auquel nous, européens sommes habitués* » (p.444). On le voit ici, Mgr Perraudin parle cette fois-ci « *de réaction officielle* ».

Et c'est vrai que : « *le président Kayibanda a envoyé plusieurs ministres dans ces préfectures, avec pour consigne d'organiser des comités civils d'autodéfense antiterroriste, dont certains se donnent pour consigne de nettoyer leurs régions de toute population tutsi* » ¹ Les massacres étaient téléguidés de haut niveau.

Quand cet évêque parle d'exécutions, d'arrestations, de jugements faits « *à l'africaine* », il veut insinuer qu'en Afrique ces massacres, arrestations et jugements sommaires sont une pratique habituelle, monnaie courante, donc normaux. Il veut dire que ça se fait toujours comme ça en Afrique! Il insinue que là-bas, en Afrique, (car il le dit étant en Suisse), on est habitué aux jugements et aux exécutions arbitraires « *à l'africaine* ». Il comprend, il excuse. Il ne s'indigne pas. Ça sent du racisme.

Une autre contre-vérité : il n'y a pas eu de jugements lors des massacres des tutsi à Byumba, à Kibuye, à Butare, à Kigali ou ailleurs en 1963-1964. Parler de « *jugements* », même « *sommaires* » alors qu'il n'y en a pas eus est une tentative d'atténuer les responsabilités du régime. Il le dédouane en faisant croire que ce dernier a fait exécuter des condamnés, alors que ce n'est pas vrai. Les contrevérités du prélat sont d'autant plus graves qu'elles sont dites, en Suisse, devant un public étranger, peu au courant des réalités rwandaises, et donc crédule.

Il y a encore d'autres contrevérités délibérées. Par exemple, quand Monseigneur dit à l'opinion internationale ceci : « *nous savons que des enquêtes sévères ont été menées par le parquet pour découvrir les responsabilités, et de nombreuses condamnations ont déjà été portées*

¹ .Patrick et Jean –Noël, Les militaires belges et le Rwanda 1916-1906.Ed .Racine, p.153

contre ceux qui ont été reconnus coupables ». Ce n'est pas vrai. Les vrais responsables n'ont pas été inquiétés : les membres du gouvernement, les préfets, les bourgmestres, les commandants de secteurs militaires, les responsables de la police et les agents de la sûreté, personne parmi eux ne fut condamné, alors que c'étaient eux qui, sur instruction ministérielle, avaient arrêté et massacré des innocents. Certains ont même été récompensés et promus.

Dire qu'il y a eu condamnation des coupables est un mensonge gratuit. Mgr Perraudin fait tout pour justifier les massacres de Gikongoro. Il dit que « *là-bas, la fureur populaire a éclaté, dirigée, semble-t-il, par certaines autorités, locales parce que circulaient là-bas depuis un certain temps des émissaires de l'opposition annonçant le retour du Mwami (Roi) et l'installation de nouveaux bourgmestres...* ».

Cette soi-disant circulation des émissaires est une autre contrevérité. On les aurait arrêtés et emprisonnés. Rien ne s'y opposait.

En réalité, il veut atténuer la responsabilité d'André Nkeramugaba, de sinistre mémoire et ex-bourgmestre assassin. L'auteur n'explique pas d'ailleurs pourquoi des tutsi ont été massacrés là où il n'y avait pas eu ces soi-disant émissaires inventés de toutes pièces. En réalité, le gouvernement avait décidé, depuis longtemps, « *que seules les représailles sur une grande échelle ont une chance de décourager les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur* ». Et il ne s'est pas empêché de procéder à ces horribles représailles qui, finalement, se sont muées en véritables génocide.

DE LA RESPONSABILITE DES MASSACRES ET DU GENOCIDE ATTRIBUEE AUX TUTSI.

Pendant les massacres de 1963-1964, des grandes personnalités du monde entier comme le philosophe Bertrand Russell, le professeur suisse Vuillemin (sic) et même la Radio Vatican, parlèrent de « *génocide* » au Rwanda. Mgr Perraudin protesta en disant que « *parler de génocide systématique est indigne. Il y a eu en réalité, écrit-il, une explosion de colère d'un peuple pacifique perfidement attaquée de l'extérieur* » (p.417). Il y a ici de nouveau une récurrence de contrevérité délibérée. Parler « *d'explosion de colère* », alors que des responsables politiques et administratives à tous les niveaux dirigeaient les opérations est une tentative de camoufler les responsabilités du pouvoir. Nier les actes de génocide menés systématiquement dans la préfecture de Gikongoro, alors qu'il y a eu massacres d'enfants, de femmes et d'hommes tutsi sans distinction, relève du négationnisme invétéré. Par contre, on peut dater de cette époque le

déclenchement du processus génocidaire à l'échelle de toute une préfecture. Les massacres se sont faits systématiquement et au grand jour. Il y avait une volonté manifeste d'éliminer les membres du groupe tutsi tout entier à Gikongoro. Comment donc ne pas qualifier ces massacres d'actes de « génocide » ?

D'ailleurs Mgr Perraudin cite lui-même le témoignage très important du Supérieur de la Paroisse de Cyanika, dans la préfecture de Gikongoro, qui était sur terrain au moment des faits et qui, dans son rapport à son évêque, Perraudin, a dit que : *« l'attaque du 20 décembre a été le prétexte pour y déclencher une véritable épuration ethnique qui a coûté, en 15 jours, la vie d'environ 6 à 7 mille personnes, et aurait probablement fait beaucoup plus de victimes si le secret avait été bien gardé. Ce massacre semble avoir été organisé par le gouvernement de la République lui-même et a été peut-être la page la plus sinistre du gouvernement de Kayibanda »* (p.275-276). Pas de doute, le gouvernement organisait les massacres à caractère génocidaire camouflé.

Ce dignitaire fait toutes sortes d'acrobaties pour excuser les criminels. Il leur accorde, par exemple, la caution du monde civilisé. Il dit que *« parmi eux (dirigeants), des autorités subalternes, même l'une et l'autre autorité supérieure, ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche, elles ont souvent cru posséder certains droits, par exemple, le droit de vie et de mort en temps de guerre, et user ainsi des moyens expéditifs que même, dans le pays de vieille chrétienté on voit réapparaître, à l'occasion, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité »* (p.418).

On voit encore ici une nouvelle tentative d'excuser des criminels, sous prétexte que ces assassins ont fait ce qui peut se faire aussi en Europe civilisée, christianisée: c'est donc, sous-entendu, compréhensible, pardonnable et excusable parce que cela arrive aussi en Europe civilisée!

Monseigneur Perraudin va loin. Il minimise les massacres et fait tout pour les camoufler. En Suisse où il se rend pour son autodéfense, en avril 1964, il ne révèle que les massacres de Gikongoro, il tait volontairement les massacres, à Ruhengeri, de 23 politiciens tutsi de l'opposition. Il cache l'assassinat collectif des tutsi de Cyangugu, massacrés dans la forêt de Nyungwe, dont il est pourtant au courant. Il omet de dire qu'il y a eu un massacre de 2000 tutsi à Byumba, en 1962. Bref il omet de dire que les massacres ont couvert tout le pays en 1963-1964.

L'évêque a l'art consommé de pécher par omission. Par contre, il lave le gouvernement de toutes ses responsabilités dans ces tueries, il les endosse aux assaillants. Il prétend, en effet, que *« la clé de tous les événements qui ont ensanglanté le Rwanda serait la volonté farouche (des tutsi*

réfugiés) de reconquérir le pouvoir par la lutte armée. Les grands coupables, dit-il, sont les assaillants et ceux qui les ont aidés. Ils savaient bien, ajoute le prélat, que leurs attaques provoqueraient des massacres dans un pays où l'armée et la police sont peu équipées »(p.282).

Y- a-t- il eu donc massacres parce que l'armée et la police étaient sous équipées ? Comment les assaillants pouvaient-ils donc s'imaginer que le gouvernement avait pris une partie de sa population en otage qu'il allait massacrer, alors que normalement, il est sensé la protéger ?

Enfin les assaillants sont toujours considérés, chez cet évêque, comme les plus grands responsables des massacres et du génocide. Parlant par exemple du génocide de 1900-1994, le brave évêque prétend que le génocide des tutsi rwandais a été dû à l'attaque des Inkotanyi. Voici ses termes : *« sans ce premier octobre (jour de l'attaque) et tout ce que s'en suivit, en particulier, l'assassinat du Président Habyarimana, on aurait eu ni le génocide des tutsi ni celui des hutu, soit avant soit après la prise du pouvoir par le F.P.R. à Kigali, en juillet 1994 »* (p.278). Il dit à la même page que *« sans hésitation, on doit affirmer que la première et la principale cause du génocide tutsi d'avril 1994 est l'attaque du pays par les tutsi eux –mêmes »*. (p.278)

Monseigneur fait ici de la diversion : après avoir parlé du double génocide qui n'a jamais eu lieu, il innocente les vrais coupables du génocide perpétré contre les tutsi et incrimine les innocents. Plus grave, il insinue que ce sont les Tutsi qui ont fait leur propre génocide. Cynique, non ? Certes l'attaque des Inkotanyi a eu lieu. Mais elle ne peut nullement être la cause du génocide des tutsi. L'attaque et même la guerre pouvaient bien avoir lieu, sans qu'il y ait massacres et génocide. Ces derniers relèvent de l'option du pouvoir et des décisions politiques délibérées du gouvernement, et non des assaillants. A l'attaque des Inkotanyi, le régime de Kigali a, d'une part, porté les armes contre les assaillants et d'autre part, planifié, organisé et exécuté le génocide des tutsi de l'intérieur. Tout en menant une guerre contre les assaillants extérieurs, les gouvernements Habyarimana, d'abord, et Sindikubwabo ensuite, ont fait des actes qui n'ont rien à voir avec la guerre : le génocide. Ce dernier n'était pas inéluctable.

Sous le couvert de la guerre, le régime de Kigali a planifié et exécuté le génocide qui n'est pas un acte de guerre .Au lieu de dire : *« à la guerre comme à la guerre »*, le Régime a procédé autrement et a dit : *« au génocide comme à la guerre »*. Et il en a alors profité pour exterminer une partie de son peuple qu'il était sensé protéger. L'évêque, admettrait –il, par exemple, qu'à l'attaque de la France par les Allemands, le gouvernement français commence par exterminer tous les français d'Alsace sous prétexte qu'ils ont des affinités avec les assaillants ? Et si les Interahamwe

venant du Congo attaquaient le Rwanda, faudrait –il, selon la logique de l'évêque, commencer par l'élimination totale de tous les hutu de l'intérieur du Rwanda, sous prétexte qu'ils sont de la même « ethnique » que ces assaillants ? C'est absurde, non ?

Mgr Perraudin prétend, à plusieurs reprises, que les génocidaires rwandais, même en 1994, ont agi « *par peur et par colère* ». Cette approche vise, en fait, à cacher, voire à camoufler, les réalités sous –jacentes au génocide: sa préparation, sa planification, son organisation, la définition de « l'ennemi », la formation des milices, la mise en place des médias de la haine, l'endoctrinement de la masse, la création des comités d'autodéfense civile et des escadrons de la mort, l'achat de 581.000 machettes, les discours incendiaires des autorités, l'établissement des listes des personnes à éliminer, les massacres collectifs à grande échelle antérieurs à la mort de Habyarimana etc. Rien ne s'est fait par hasard: il y avait une planification qui n'a rien à avoir avec la peur et la soi-disant colère populaire. Rien ne fut spontané comme veut le faire croire l'auteur. Jamais nulle part, un génocide n'a été spontané. Il est toujours organisé et provient d'une volonté politique délibérée d'exterminer un groupe entier parmi sa population.

ERREUR DE CONCEPTION

Enfin, cet évêque a eu, entre autres, deux conceptions erronées: il n'a pas compris d'abord la façon dont l'Eglise doit s'engager dans les affaires du monde. Il a eu ensuite une fausse conception de ce qu'il appelle « *la doctrine sociale de l'Eglise* ». Il s'est engagé dans la politique, écrit-il, « *parce que l'Eglise du Rwanda ne pouvait cheminer à côté du monde, elle se devait d'être dedans* » (p.183). Oui mais ..., vouloir mettre l'Eglise dans les affaires du monde sans tracer suffisamment de lignes de démarcation et sans y mettre des garde-fous solides est justement le hic de cet engagement. Sans ces démarcations et garde –fous, l'Eglise « *dedans* », engagée, cesse d'être une référence morale, une lanterne qui éclaire le monde. Il ne lui reste qu'à patauger dans la boue de ce monde et à s'y enliser. Ce fut malheureusement le sort de cette Eglise du Rwanda, sous la houlette de Mgr Perraudin. Elle n'a pas su livrer un message prophétique. Elle n'a fait qu'un message partisan, inaudible, parce qu'elle s'était embourbée dans les méandres de l'ethnisme et de l'équilibrisme idiots. Ce fut regrettable. L'Eglise de Kabgayi le reconnaîtra d'ailleurs, plus tard, dans un document de son Presbyterium intitulé « *Convertissons nous pour vivre dans la paix* » (Gitarama 1991).

L'autre erreur de cet homme de Dieu réside dans sa conception de la « doctrine sociale de l'Eglise » Certes l'Eglise a le droit et même le devoir de se prononcer sur les questions sociales, mais toujours pour une société meilleure. Elle ne peut jamais se prononcer en faveur du

racisme .Jamais. Le prélat se réfère volontiers au Pape Léon XIII dans son Encyclique Rerum Novarum mais il ne le cite pas textuellement et, surtout, ne peut prétendre que ce grand Pape ait jamais soutenu les ouvriers dans une quelconque idéologie raciste dirigée contre leurs patrons.

Il convient donc de déplorer que Mgr Perraudin n'ait pas compris l'essence même de l'idéologie raciste du Parmehutu, à laquelle il a voulu appliquer machinalement la doctrine sociale de l'Eglise. La doctrine sociale de l'Eglise Catholique ne peut cautionner l'ethnisme. Elle ne pouvait donc donner sa bénédiction au racisme du Parmehutu qui, périodiquement, massacrait des tutsi. Non. Malheureusement au Rwanda, comme en Afrique du Sud, l'Eglise officielle, c'est-à-dire sa hiérarchie au sommet, ont soutenu l'idéologie de l'Apartheid.

Mais vers la fin, cet évêque semble avoir compris ses erreurs : il l'avoue indirectement et en termes couverts. Au sujet de l'ethnisme missionnaire, il dit : « *Erreurs et faiblesse de l'Eglise missionnaire au Rwanda ? Dans le contexte social du Rwanda, le problème est incontournable. A mon avis, il était non seulement ethnique, mais encore social, plus social encore qu'ethnique. Alors pourquoi ne pas confesser qu'un certain nombre de missionnaires et sans doute aussi leur évêque (lui-même) se soient laissés entraîner et aient donné l'impression qu'ils étaient partisans. Je pense qu'il faudrait distinguer entre les personnes et la situation. C'est la situation principalement que bon nombre de missionnaires ne pouvaient admettre. Et cette position a sûrement dû déteindre sur leur ministère. De ces erreurs et de ces faiblesses, l'Eglise missionnaire demande pardon* » (p.45). Un aveu malheureux et tardif et surtout ambigu. Il ne devrait pas dire qu'ils se sont laissés entraîner et ont donné « *l'impression qu'ils étaient partisans* ». Il n'en était rien ; ils étaient réellement partisans, et ont entraîné une bonne partie de la population derrière eux. C'était tellement évident que cela « *a dû déteindre sur leur ministère* » Sinon de quoi demanderait-il pardon ? A quoi consisteraient donc « *ces erreurs et ces faiblesses* » si ce n'est dans leur appui et leur engagement partisans envers le PARMEHUTU ?

MON POINT DE VUE

Disons, avant de terminer, un mot pour expliquer le parcours sociopolitique de Mgr Perraudin au Rwanda. Il a connu trois temps forts. **Le premier temps fort va de 1956 à 1959**, date de la publication de sa fameuse lettre pastorale. Il consacre cette période à l'apprentissage de la société rwandaise dans laquelle il est condamné à vivre le reste de sa vie. Il lit livres et documents écrits sur le Rwanda et s'en inspire énormément. C'est à cette époque que Mgr Perraudin est tombé, comme d'ailleurs pas mal d'autres occidentaux, dans le piège du racisme et des stéréotypes coloniaux.

Par un de ces processus de socialisation qui affecte parfois certains occidentaux arrivant au Rwanda sans idées préconçues, ce brave missionnaire, une fois débarqué au Rwanda, a vite cherché à comprendre la société rwandaise. Il adhéra progressivement, sans en faire aucune critique ni aucune analyse, aux thèses et aux théories racistes en cours dans le cercle de ses amis expatriés. Il découvrit vite « races » et « ethnies » soi-disant diamétralement opposées. Il assimila les étiquettes, les clichés, les préjugés à partir desquels il put se faire sa propre opinion. En réalité, il ne fit qu'intérioriser les théories circulant chez la plupart de ses congénères européens de cette époque. Il les intégra dans sa nouvelle conception acquise qui, depuis lors, le poussera à porter un regard biaisé sur la société rwandaise, et se comportera en fonction de cette nouvelle conception. Il se permit alors de porter des jugements sur tout à l'emporte-pièce. Et pour ne pas être obligé de réfléchir, il globalisa et simplifia jusqu'à l'extrême. Il prit les hutu pour les paysans de Bagnes dont il est originaire, et les tutsi pour les citadins de Sion (ville Suisse) : c'était clair dans sa tête (Journal de Genève, du 17 Avril 1994).

Il prit parti pour «ses semblables», les paysans du Parmehutu. La lettre pastorale qu'il écrivit, en février 1959, constituait une marque d'appui et d'engagement auprès de ses chers pauvres paysans hutu qui lui semblaient très proches. Les tutsi, à ses yeux, étaient des citadins arrogants auxquels il fallait casser les reins. Il se jeta dans la bagarre les yeux fermés. **Le deuxième temps fort** dans l'engagement de Mgr Perraudin réside dans la récupération des effets produits par sa lettre qui perdit vite sa fonction de caractère pastoral pour devenir un document à usage politique. Ceci fragilisa l'auteur et la lettre elle-même.

Contrairement à toute attente, la lettre eut un grand écho dans le public politisé. Quand l'auteur s'aperçut de l'impact produit par sa lettre, il se prit dans le piège et se considéra comme « *la mouche du coche* ». Il crut que c'était sa lettre qui avait ébranlé « *le colosse monarchique* » (p.185), alors qu'auparavant, il avait admis que ce sont « *les journaux : la presse africaine, Temps Nouveaux d'Afrique, Le Courrier d'Afrique, ...et Kinyamateka (qui) ont ébranlé sur ses bases le colosse féodo-monarchique rwandais et même celui du Burundi* ». (p.13). Sa contribution est certes indéniable mais, en réalité, il s'est produit une alliance tripartite: l'autorité administrante belge, l'Eglise catholique et les partis politiques à caractère raciste comme MDR Parmehutu et le Parti social hutu, plus connu sous le nom de Aprosoma, ont fait converger leur stratégie et ont travaillé de concert pour abattre le régime « *traditionnel* » incarné par l'élite tutsi. C'est leur manœuvre conjointe qui a produit ce qu'on a appelé alors une « Révolution assistée ».

L'apport, non écrit, mais réel et profond de cet évêque, réside dans son engagement durable et son accompagnement militant auprès du Parmehutu. La dite lettre n'a été qu'un symbole palpable

et tangible de son appui à la cause de ce parti du Parmehutu. N'empêche que Mgr Perraudin récupéra les effets de sa lettre et la soi-disante révolution qu'il pensait avoir portée sur les fonds baptismaux.

Depuis lors, il ne sut plus prendre ses distances entre cette « *Révolution* » et les déviations de cette dernière. Or cette « *Révolution* » s'était complètement dévoyée et s'était pervertie dans le racisme et ethnisme militants. Mgr Perraudin ne put se mettre au-dessus de la mêlée et se fourvoya à son tour. Il ne put dire haut et fort que le régime était ethniquement orienté et qu'il institutionnalisait l'ethnisme, l'exclusion et le règne de la violence. « *L'Eglise, comme l'écrivait T.Gatwa, resta silencieuse, lorsque ses nouveaux protégés passèrent du stade d'opprimés à celui d'opresseurs* ». A vrai dire, ce n'est pas l'Eglise mais sa Hiérarchie locale d'alors. **Le 3^e temps fort** de Mgr Perraudin fut **sa propre récupération par le Parmehutu lui-même** : ce fut par un subtil jeu d'influences réciproques. Le Parmehutu récupéra ce brave prélat qui défendait bien sa cause. Il le ligota et l'embrigada dans la cohorte de ses faux héros. La collusion avec le Parmehutu fut alors totale. Les chantres de ce régime, « *les Abanyuramatwi*, lancèrent sur les ondes de la Radio Nationale, des chansons politiques à l'honneur et à la gloire de leur évêque, « *Andereya Perode* », dit Umubyeyi, c'est-à-dire « *Parent, père* », qui n'apparaissait plus comme le Pasteur de tous les catholiques rwandais mais seulement des seuls parmehutistes.

Le régime classa cet évêque parmi ses meilleurs défenseurs et ses grands promoteurs attirés au même pied d'égalité que le Président Kayibanda lui-même, fondateur du Parti Parmehutu. Ce dignitaire fut alors considéré, non seulement comme le pilier, mais aussi comme le monument du Parti. Il devint aux yeux du public un grand personnage politique. Et lorsqu'en 1965, on pensa à mettre en place l'Association « Fonds Mgr Perraudin », les grands leaders du Parmehutu se bousculèrent pour en faire partie. Il s'agit de Gaspard Harelimana, Gaspard Cyimana, Athanase Mbarubukeye, Barthazar Bicomumpaka, Damien Nkezabera, J.B. Rwasibo, Mlle Madeleine Ayinkamiye, Thaddée Bagaragaza, Anastasie Makuza, Léon Mbarushimana, Donat Murego, Maximilien Niyonzima, François Seminega, Godefroid Nyiribakwe, Juvénal Habyarimana (futur président) etc.

Mgr Perraudin avait acquis une telle popularité politique qu'à son retour du Concile Vatican II, les autorités de l'Eglise se crurent obligées d'inviter le gouvernement à venir accueillir leur Evêque à sa descente d'avion, avec tous les honneurs dus à son rang. Et le pauvre Gouvernement

s'exécuta. C'était, si ma mémoire est bonne, un Samedi du 22 janvier 1966. L'Evêque reçut un accueil triomphal, alors que ses collègues évêques rwandais : Bigirumwami, Sibomana et Gahamanyi rentraient sans tambour ni trompette. Il ne dédaignait finalement pas de petits honneurs à sa gloire. Plus tard, l'Evêque, devenu Archevêque, sera décoré à deux reprises par le Régime Habyarimana : comme Commandeur de la révolution d'abord, le 16 août 1981, puis comme Grand Officier de l'Ordre National de la révolution, le 11/8/1987.

Mgr Perraudin venait d'être bel et bien couronné. Il est symptomatique qu'il n'ait pas eu la décoration de l'Ordre National de la Paix qui existait lui aussi, mais bien celle de la révolution. Il rejoignait dans cet ordre les héros du Parmehutu, tous décorés, tels le Major Tulpin, Guy Logiest, Jean Paul Harroy, Lucie Bragard, la grande militaire du Parmehutu dans le journal belge : «La cité».

Disons pour terminer qu'à la lecture de son livre, on comprend vite que Mgr Perraudin a été profondément marqué par sa lettre de Carême et l'hostilité à son endroit qui s'en suivit. Les effets de cette lettre initialement inattendus ont, semble-t-il, bouleversé sa vie : ses détracteurs ne l'ont jamais ménagé. Mgr Perraudin, d'apparence robuste mais de caractère probablement sensible, semble en avoir souffert réellement. Car on sent que cet homme est mort conscient de ne pas avoir été compris.

C'est d'ailleurs sa propre conclusion quand il dit « *je n'ai pas été compris par les responsables rwandais de l'époque ; j'en ai souffert* » (p.327). Sa souffrance a duré plus d'une quarantaine d'années. C'est trop.

A l'annonce de sa mort, je me suis dit que c'était vraiment dommage. Dommage que Mgr Perraudin ait rendu l'âme sans avoir compris la vraie nature de l'idéologie du Parmehutu. Ce prélat est mort sans avoir changé, ni son opinion, ni son engagement envers cette idéologie. Son livre, écrit à la fin de ses jours, le confirme parfaitement. L'évêque est resté égal à lui-même tel qu'il était en 1959-1964. Or, il s'était trompé à cette époque, en soutenant un monstre naissant. Il a persisté dans l'erreur. Dommage.

C'est d'ailleurs d'autant plus malheureux aussi que Mgr Perraudin a cru bon de s'associer, en 1992, à des Bagosora Théoneste, Nsengiyumva Anatolie, Nsabimana Déogratias et autres, pour se porter au secours de l'armée de Habyarimana blessée. L'armée pouvait se passer de son appui. Et l'évêque pouvait rester tranquille. Il ne le put pas et la défaite de son armée « *chérie* » fut aussi la

sienne. Il sembla se « *venger* » en publiant un livre d'appui aux négationnistes et autres génocidaires de tout bord. Triste revanche, s'il en est. Dommage aussi que Mgr Perraudin soit disparu sans s'être réconcilié avec ses anciens détracteurs pour lesquels il gardait une phobie sinon une rancune inextricable. Jusqu'à la fin de sa vie, il se croyait toujours menacé, et attribuait ces menaces imaginaires au F.P.R. qui ne l'a vraiment pas connu mais dont il parle du mal gratuitement .C'est son « droit », soit.

En réalité, la génération des Inkotanyi, sauf très rare exception, n'a pas connu cet homme, auquel elle n'a d'ailleurs jamais porté aucune attention particulière. Il est, par contre, vrai que des réfugiés rwandais en Suisse lui ont parfois joué de mauvais tours mais, de là à incriminer les Inkotanyi, c'est confondre gratuitement les choses.

Dommage enfin que Mgr Perraudin soit mort triste. Il l'avoue lui-même (p.225). C'est l'aveu d'un échec profond. Ce dernier réside dans le fait que cet évêque n'a pas su unir, mais au contraire, a opposé et divisé, les membres de la société rwandais dont il était censé être le grand pasteur.

Disons pour terminer que le livre lui survivra, mais il ne faudra pas le mettre entre les mains des non-initiés : il contient de graves contrevérités et des idées sociopolitiques erronées, peu recommandables et qui, à mon humble avis, n'honorent pas l'auteur. Il n'aurait pas dû écrire ce livre tel qu'il l'a écrit, comme il l'a écrit, du moins dans ses aspects sociopolitiques. A la limite sa contribution en matière sociopolitique est négative.

Le temps et la distance auraient dû le rendre plus critique à l'égard de ses prises de positions antérieures, vieilles de plus de quarante ans. Il n'en a rien été. Au contraire, ses positions se sont empirées : son point de vue sur le génocide et sur bien d'autres points est extrêmement grave. Et maintenant que cet évêque est retourné chez son Père éternel, l'irréparable est définitivement fait. Il ne pourra, ni s'amender, ni se réconcilier avec ses anciens détracteurs, ni mêmes, hélas!, réagir à mon analyse critique, que j' ai voulu juste, quoique sévère. Avec de telles dettes, son âme pourra-t-elle se reposer en paix ? Je le souhaite bien. Mais, comme je connais mon homme, je pense qu'il se retournera souvent dans sa tombe pour rugir et tonner contre ses soi-disant ennemis dont il qualifiera les opinions de « ignominies », de « mensonges », de « calomnies », de « perfidies » et j'en passe. Son livre est parsemé de tels propos qu'il lance volontiers à ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Il devrait laisser tomber ces rancoeurs et se reposer définitivement en paix en attendant que nous ouvrons le débat au Ciel. Si jamais nous nous y rencontrons, mais j'en doute fort.

A.MUGESERA